

NOMINATION D'UN REDACTEUR CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET : AUTORISATION A ESTER EN JUSTICE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal sa délibération du 12 Juillet 1982, par laquelle il décidait la création d'un nouveau poste de rédacteur. Celui a été pourvu par la nomination de Monsieur STEMPER en qualité de rédacteur contractuel à temps complet.

L'arrêté N° 506 du 20 Juillet 1982 nommant Monsieur STEMPER à cet emploi à compter du 2 Août 1982 a été déféré par Monsieur le Commissaire de la République au Tribunal Administratif, en vue de son annulation pour illégalité, pour les motifs suivants :

- les seules personnes susceptibles d'être recrutées en qualité de rédacteurs sont, soit inscrites sur la liste d'aptitude, soit recrutées par voie de mutation.
- l'arrêté de nomination précité prévoit la prise en compte des services effectués par Monsieur STEMPER en qualité d'agent de bureau temporaire, alors que le Code des Communes ne permet la prise en compte des services accomplis dans un emploi inférieur qu'à raison de la moitié de leur durée, soit 13 jours.

Ces observations font l'objet des requêtes N° 7023 et 7101.

Afin de défendre la position adoptée par la Commune de LUDRES, une autorisation est nécessaire pour ester en justice.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré,

- décide d'autoriser Monsieur le Maire à ester en justice et à recourir, si nécessaire, aux services d'un avocat.